

Nom : Steckel-Assouère
Prénom : Marie-Christine

Adresse professionnelle :

Faculté de Droit et de Sciences Economiques
5 rue Félix Eboué 87031 Limoges Cedex
Email : marie-christine.steckel@unilim.fr



1) Fonctions actuelles :

Maître de conférences hors classe en droit public HDR - Université de Limoges (OMIJ - UR 14476)

Recherche : *Droit des collectivités territoriales, finances publiques et droit fiscal, droit constitutionnel.*

Responsabilités scientifiques :

Membre titulaire élue du Conseil national des universités Section 02 – Droit public (2011- 2015)
Vice-présidente élue du conseil scientifique du GIS GRALE-CNRS Paris I (depuis 2015).

Direction d'équipes de chercheurs :

- Direction de la commission « aménagement du territoire et mobilité » du GIS GRALE Paris I (depuis 2019) ;
- Direction de la commission « réforme territoriale » du GIS GRALE-CNRS Paris I (depuis 2012).

Expertises pour des établissements d'enseignement supérieur :

- Evaluation d'une demande convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) pour l'Association Nationale Recherche Technologie, 2021.
- Evaluation d'un projet IDEX Attractivité lancé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), 2018.

Expertises :

- Membre du Conseil d'orientation des finances locales de la Banque postale depuis 2023 ;
- Audition par la Cour des comptes sur les intercommunalités XXL (Paris, 12/02/2021) ;
- Audition par l'Assemblée nationale sur la loi 3 Ds (Paris, 11/12/2019) ;
- Audition par le Conseil économique social et environnemental régional Auvergne-Rhône- Alpes sur les relations financières et les contractualisations entre l'État et les régions (Lyon, 1/04/2019) ;
- Audition par l'Assemblée nationale sur la baisse des dotations aux CT (Paris, 4/11/2015) ;
- Audition par le Sénat sur le projet de loi NOTRe (Paris, 27/11/2014).

Organisation de colloques dont l'un international :

- Co-organisation avec le professeur David Carassus du colloque sur « les alliances territoriales », 16 et 17 février 2023 à Juillan (65) au siège du Conseil communautaire de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées avec discours de clôture de Madame Dominique FAURE, Ministre déléguée à la cohésion des territoires et publication des actes à la Revue Pouvoirs locaux en mai 2023.
- Organisation du colloque « Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles », 4-5 décembre 2015, Université de Limoges avec publication des actes par l'Harmattan en 2016 sous ma responsabilité scientifique.
- Co-organisation avec le professeur Nadine DANTONEL-COR du colloque international intitulé « Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité », 30-31 mai 2013, Université de Nancy avec publication des actes par l'Harmattan en 2014 sous ma responsabilité scientifique.

Membre de jury :

- Rapporteur du jury du prix de thèse GRALE- CNFPT - Université Paris I (2014, et chaque année depuis 2019).
- Membre de 6 comités scientifiques de colloques :
- Colloque international « Décentralisation et territoire(s) », organisé à l'Université de Tours les 30, 31 mars et 1^{er} avril 2023 par le professeur Christian Garbar.
- Colloque sur la nouvelle régionalisation, organisé les 4 et 5 octobre 2017 à l'Université des Antilles, par Pierre-Yves Chicot avec un partenariat entre la Région Guadeloupe, l'Université des Antilles et le GRALE.
- Colloque sur « Quelle gouvernance pour les intercommunalités XXL », organisé les 15 et 16 mars 2017 à la Faculté de droit d'Angers par Martine Long avec un partenariat entre le GRALE, l'ADCF, le CNFPT et l'INET.
- Colloque sur « la recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles », organisé les 4 et 5 décembre 2015 à l'Université de Limoges avec un partenariat GRALE-CNRS, AdCF et OMIJ
- Colloque international « Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité », co-organisé les 30 et 31 mai 2013 à la Faculté de droit de Nancy avec Nadine Dantonel-Cor en partenariat avec le GRALE, l'AdCF et l'IRÉNÉE
- Colloque sur les « enjeux et conditions de l'application des principes de la LOLF aux collectivités territoriales », organisé le 28 juin 2007 à l'Université de Pau et des pays de l'Adour par David Carassus avec un partenariat entre le GRALE, l'IAE de Pau et le CNFPT.

Responsabilité pédagogiques :

- Directrice des études L1 Droit, Campus universitaire Brive-la-Gaillarde (2013-2021) ;
- Directrice des études L2 Droit, Campus universitaire Brive-la-Gaillarde (2020-2021) ;
- Vice-présidente du jury de délibération, Licence I Droit, Université de Limoges (depuis 2013).
- Expérience pédagogique diversifiée par les matières (droit constitutionnel, finances publiques, institutions administratives, libertés publiques, contentieux fiscal), les niveaux (L1, 2, 3 et M1 et 2), la diffusion à l'international (M2 Niger, intervention auprès des hauts fonctionnaires camerounais à l'INSP Paris, cours aux hauts fonctionnaires marocains à l'ENA Paris, M1 UNJF (3 universités étrangères + 33 françaises) et en France (UFR Droit Toulouse, Limoges, Pau, IEP Toulouse et IAE Pau).

2) Travaux : articles, ouvrages et réalisations :

- 29 articles dans des revues avec comité de lecture

1. « Inconstitutionnalité des règles dérogatoires de contribution au FPIC de la Métropole du Grand Paris », Note sous Conseil constitutionnel, 25 avril 2024, n° 2024-1085 QPC - *Commune de Saint-Cloud* QPC, *AJCT*, à paraître en 2024
2. L'autonomie financière locale traverse les 40^{es} rugissants », *Pouvoirs locaux*, n°121, 2022, p.88-96.
3. « Le retour de l'état départemental ? », *Actualité juridique – Collectivités territoriales*, 2022, p.248-252.
4. Rubrique « Finances et fiscalité », in BLANC (D.), (dir.), Chronique annuelle de « Politiques publiques internes de l'Union », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2020/2-3, p. 62-74.
5. Rubrique « Finances et fiscalité », in BLANC (D.), (dir.), Chronique annuelle de « Politiques publiques internes de l'Union », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2019/1, p. 129-146.
6. « Perspectives positives de la différenciation territoriale à droit constitutionnel constant », *Revue politique et parlementaire*, n°1093, 2019, p. 178-192.
7. « Des transpositions déséquilibrées entre le droit des finances publiques des États membres et celui de l'Union européenne », *Revue de l'Union européenne*, n°622, 2018, p. 628-633.
8. « Les enjeux de la réforme de la dotation globale de fonctionnement pour les intercommunalités XXL»*, *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, n°7-8, juillet-août 2017, p. 518-522.
9. « La concrétisation de la transparence et la responsabilité financières par la loi NOTRe du 7 août 2015 », *Revue générale des collectivités territoriales*, n° 58, 2016, p. 18-23.
10. « Le nouveau contexte budgétaire et financier des collectivités territoriales », *Les Cahiers français*, n°391, 2016, p. 38-42.
11. « Les bénéficiaires de la pragmatique révision de la valeur locative des locaux à usage commercial ou professionnel », *Gestion et Finances publiques*, 2014, n°11-12, p. 67-72.
12. « Les enjeux financiers de l'intercommunalité », *Revue Geodoc*, n°59, 2014, p. 69- 74.

13. « Les EPCI, fossoyeurs des communes ? »*, *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, n° 10/2013, p. 651-654.
14. « La réforme du règlement financier du budget européen », *Gestion et Finances publiques*, n°11, 2013, p. 32-35.
15. « Le partage des compétences financières entre l'État et les collectivités territoriales dans les constitutions des pays membres de l'Union européenne », *Revue française de finances publiques*, 2013, n° 121, p.63-82.
16. « La réorganisation territoriale par la recentralisation financière », *Politeia*, n° 22, 2012, p. 57-67.
17. « Mythes et réalités de la solidarité financière entre CT », *Revue Lamy des collectivités territoriales*, n° 85, 2012, p. 57-58.
18. « La reconnaissance ambivalente de la laïcité par l'Union européenne », *L'Actualité juridique : droit administratif*, n° 34, 2012, p. 1890-1897.
19. « Jeu et enjeux du financement des politiques publiques culturelles dans l'Union européenne »*, *Revue française de finances publiques*, n° 114, 2011, p. 175-188.
20. « La QPC en droit fiscal : Quête perpétuelle des contribuables pour renforcer leurs droits et garanties », *Gestion et Finances publiques*, 2011, p. 844-846.
21. « Le paradoxe de la réforme du cumul des mandats ou des fonctions », *Annales de l'université Toulouse I Capitole*, 2010-2011, p. 51-74.
22. « Les nouvelles relations financières entre l'État et les collectivités territoriales françaises au prisme de la jurisprudence constitutionnelle », *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°10, p. 719-722.
23. « Le paradoxe du modèle nordique de performance publique : La construction d'un modèle en déconstruction »* avec Christophe FAVOREU, *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°7, p. 517-520.
24. « La performance publique en France : Un jeu d'influences croisées entre le national et le local »*, *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°6, p. 420-423.
25. « Un pouvoir fiscal local en trompe-l'œil », *Revue française de droit constitutionnel*, 2005, n° 61, p. 19-33.
26. «Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel», *L'Actualité juridique : droit administratif*, 2004, n° 42, p. 2316-2322.
27. « Réflexions autour de la notion de controverse constitutionnelle », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2004, n° 2, p. 415-440.
28. « Plaidoyer pour une dépenalisation des fautes non intentionnelles des élus locaux », *Revue de la recherche juridique, Droit prospectif*, 2002, n° 1, p. 427-447.
29. « L'interdiction du cumul des mandats », *La Revue administrative*, 2000, n° 913, p. 76-89.

- Communications avec actes

- 5 communications dans des colloques internationaux :

30. « Quid de la construction d'un modèle d'intercommunalité intégrée sous pressions financières ? », *Colloque GRALE-CNRS, AdCF (Assemblée des Communautés de France), IRENEE (Institut de Recherches sur l'Évolution de la Nation et de l'État) intitulé « Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité »*, Université de Lorraine, Nancy, 30-31 mai 2013.
31. « Le partage des compétences financières entre l'État et les collectivités territoriales dans les constitutions des pays membres de l'Union européenne », *Colloque FONDAFIP (Association pour la Fondation internationale de Finances Publiques) et AFIGESE (Association Finances Gestion Évaluation des collectivités territoriales) sur l'autonomie financière des collectivités locales en Europe*, Paris, 27 juin 2012.
32. «Mythes et réalités de la solidarité financière», *Colloque DCS (Droit et Changement Social) et CENS (Centre Nantais de Sociologie) sur les variables de l'intercommunalité Coopération, rationalité, solidarité*, Université de Nantes, 8 juin 2012.
33. « L'autonomie financière locale altérée », *Colloque IDETCOM (Institut du Droit de l'Espace, des Territoires et de la Communication) sur les réformes et les mutations des collectivités territoriales et de l'action locale*, Université Toulouse I Capitole, 21-22 octobre 2010.
34. « Jeu et enjeux du financement des politiques publiques culturelles dans l'Union européenne », *Colloque EUROPA (Entretiens universitaires réguliers sur l'Administration en Europe) sur la culture et politiques publiques culturelles en Europe : Quelles valeurs à préserver en temps de crise ?* Université de Limoges, 20 novembre 2009.

- 20 communications dans des colloques nationaux :

35. « La situation des finances locales », Les journées de l'actualité de l'action publique locale, Université de Nice, 2 juin 2022
36. Avec MULLER-QUOY (I.), « Un pouvoir accru de représentation et de décision des femmes élues dans les collectivités territoriales et les intercommunalités », Colloque sur les femmes et les collectivités territoriales, Faculté de droit de Nantes et d'Angers, 11-12 septembre 2021. «Les nouvelles stratégies financières des régions», *Colloque sur la nouvelle régionalisation : méthodologie (s) et vision (s) prospective (s) de régions stratégiques*, Université des Antilles, Pointe-à-Pitre, 4-5 octobre 2017.
37. « Les évolutions de la compétence tourisme : Impacts et enjeux liés aux finances locales », Colloque CREAM/KPMG Secteur public sur « Les évolutions de la compétence tourisme : cadres de mise en œuvre et enjeux stratégiques pour les territoriales », Université de Montpellier, 27 janvier 2017.
38. « Les interactions entre la recomposition territoriale et l'évolution des finances locales », Colloque GRALE-CNRS, AdCF, OMIJ sur « la recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles », Université de Limoges, 4-5 décembre 2015.
39. « La transparence et la responsabilité financières », Journée d'études « la réforme territoriale : pour quoi faire ? », École de droit de l'Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, 23/11/2015.
40. « Les EPCI, fossoyeurs des communes? », *Colloque Les collectivités territoriales en neuf questions*, Université de Picardie, Amiens, 3 octobre 2013.
41. « Les enjeux financiers de l'intercommunalité », Séminaire sur l'intercommunalité en mouvements, Université Toulouse II, 1^{er} juin 2012.
42. « La reconnaissance ambivalente de la laïcité par l'Union européenne », *Séminaire sur la laïcité en Europe*, Université Toulouse I Capitole, Montauban, 25 avril 2012.
43. « Le bloc communal : pivot fragile de la proximité et de l'autonomie financière », *Colloque CRPLC-GRALÉ (Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe) sur la Décentralisation de proximité : la territorialisation de l'action*, Université des Antilles, Pointe-à-Pitre, 15-16 décembre 2011.
44. « La réorganisation territoriale par la recentralisation financière », *8^e Congrès français de droit constitutionnel*, Faculté de droit de Nancy, 16-18 juin 2011.
45. « L'État et la réforme financière des collectivités territoriales : l'autonomie financière dans tous ses états », *Colloque GRALE-CERDHP (Centre d'Études et de Recherche sur le Droit, l'Histoire et l'Administration Publiques) intitulé De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Université de Grenoble, 18-19 novembre 2010.
46. « Du pouvoir de mourir au devoir de vivre en Europe », *Colloque OMIJ (Observatoire sur les Mutations Institutionnelles et Juridiques) sur les nouvelles technologies et le droit de la CEDH*, Université de Limoges, 20-23 avril 2010.
47. « Le développement du contrôle interne de gestion et de la démarche locale de performance rend-il inutiles certains contrôles de l'État ? » avec David CARASSUS, *Colloque DCS sur la performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales*, Université de Nantes, 25-26 juin 2009.
48. « Les spécificités du modèle nordique de gestion de la performance publique locale », avec Christophe FAVOREU, *Ve Workshop Ville Management sur une analyse comparative des démarches de performance publique locale à l'échelle internationale*, organisé avec le soutien du Conseil de l'Europe, Université de Pau et des pays de l'Adour, 9-11 juin 2009.
49. « Le paradoxe de la réforme du cumul des mandats ou des fonctions : Réforme du cumul ou cumul des réformes »*, *Colloque CERCP (Centre d'Études et de Recherches Constitutionnelles et Politiques) sur le rapport Ballardur*, Université Toulouse I Capitole, 5 mai 2008.
50. Les incidences des principes lolfiens sur les collectivités territoriales», *IIIe Workshop Ville Management* (Diaporama sur le lien <<http://www.ville-management.org/>>), Université de Pau et des pays de l'Adour, 28 juin 2007.
51. « Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel »*, *Colloque CERCP sur les nouveaux objets du droit constitutionnel*, Université Toulouse I Capitole, 29 avril 2004.
52. « Les moyens de la controverse constitutionnelle »*, *Ve Congrès de l'Association française des constitutionnalistes*, publication numérique des actes, Université Toulouse I Capitole, 6-8 juin 2002.
53. « La dépénalisation des fautes non intentionnelles des élus locaux », *Journée d'études CERCP sur la décentralisation*, Université Toulouse I Capitole, 26-27 avril 2001.
54. « Réflexions sur la réforme du cumul des mandats : un second souffle pour la V^e République », *Colloque CERCP sur les 40 ans de la Constitution*, Université Toulouse I Capitole, 5 novembre 1998.

- Communications sans actes :

- 1 communication dans un colloque international organisé en Belgique :

55. « La régulation budgétaire dans les pays membres de l'UE 27 », *Colloque international sur le pilotage macro-budgétaire des finances locales*, Bruxelles, Belgique, 25 juin 2008.

- 3 communications dans des webinaires et colloques :

56. « Réformes et mutations territoriales : repères chronologiques et problématiques juridiques », *Journée d'études sur les leçons de la décentralisation : Territoires et dynamiques organisationnelles*, Sciences Po Rennes, 19 mai 2021.

57. « Bilan et perspectives en demi-teinte pour les intercommunalités XXL au prisme de la loi NOTré », Webinaire sur l'intercommunalité organisé par la Cour des comptes, 12 février 2021.

58. « Les enjeux de la réforme de la dotation globale de fonctionnement pour les intercommunalités XXL », Colloque Université d'Angers/GRALE- CNRS/AdCF/INET/CNFPT, sur « Quelle gouvernance pour les intercommunalités XXL », Université d'Angers, 15-16 mars 2017.

59. « La péréquation en France et en Europe », *Entretiens territoriaux de Strasbourg*, Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 7 et 8 décembre 2011.

60. « Les spécificités du modèle anglo-saxon de gestion de la performance publique locale » avec Marcel GUENOUN, *Ve Workshop Ville Management sur une analyse comparative des démarches de performance publique locale à l'échelle internationale*, Université de Pau et des pays de l'Adour, 9-11 juin 2009.

61. « Mécanismes de péréquation en Allemagne et en Espagne », *Entretiens territoriaux de Strasbourg*, Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 3 et 4 décembre 2008.

62. « Les relations financières État - collectivités locales en Europe », *Entretiens territoriaux de* Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 5 et 6 décembre 2007.

- Ouvrages scientifiques :

63. *Les finances publiques en schémas*, 2^{ème} édition, Ellipses, 2024, 135 p.

64. *L'essentiel des finances publiques communautaires, Regards croisés sur les finances communautaires et françaises*, 2^e édition, Gualino, Les Carrés, 2007, 151 p.

65. *Le Conseil constitutionnel et l'alternance*, LGDJ, collection Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, Tome 106, 2002, 398 p. (Version publiée de la thèse de doctorat en droit public).

- Chapitres d'ouvrages scientifiques :

66. Avec MULLER-QUOY (I.), « La portée limitée du droit à l'information et à la participation des élus locaux », in CROUZATIER-DURAND (F.), DONIER (V.), *Réflexions sur le statut de l'élu local*, IFDJ, à paraître en 2024

67. « Le mythe des contrôles financiers exercés a posteriori sur les actes des collectivités territoriales depuis la loi du 2 mars 1982 », in KADA (N.), *Dossier thématique les 40 ans de la loi du 2 mars 1982 du Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT)*, 2022, p.153-159.

68. Avec MULLER-QUOY (I.), « Un pouvoir accru de représentation et de décision des femmes élues dans les collectivités territoriales et les intercommunalités », in FAURE (B.), LE ROUX (M.), LONG (M.), *Les collectivités territoriales et les femmes*, Berger-Levrault, (colloque du 12 mars 2021), mai 2022, p.83-97.

69. « La décentralisation financière dans les 40^e rugissants », in TOUZEIL-DIVINA (M.), CROUZATIER-DURAND (F.), *40 regards sur 40 ans de décentralisation(s)*, éditions l'Épilogue, 2022, p.205-212.

70. « La transformation des faiblesses en forces », in STECKEL-ASSOUERE (M.-Ch.), (dir.), *La résurrection des villes face à la Covid-19: les opportunités de la revitalisation et la régénération urbaines*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, mars 2021, p. 25-34.

71. « La revitalisation urbaine face à la Covid-19 : reflets de l'organisation territoriale de la France », in STECKEL-ASSOUERE (M.-Ch.), (dir.), *La résurrection des villes face à la Covid-19 : les opportunités de la revitalisation et la régénération urbaines*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, mars 2021, p. 125-137.

72. « Les nouvelles stratégies financières des régions », in CHICOT (P.-Y.), *La nouvelle régionalisation : méthodologie (s) et vision (s) prospective (s) de régions stratégiques*, L'Harmattan, 2020, p. 71-88.

73. « L'adaptation des règles budgétaires, fiscales et financières des collectivités territoriales pendant l'état d'urgence sanitaire », in PAULIAT (H.), NADAUD (S.), (dir.), *La crise de la Covid-19. Comment maintenir l'action publique ?* LexisNexis, 2020, p. 159-172.
74. « Les enjeux des réformes territoriales pour les bibliothèques de lecture publique », in PICARD (David-Georges), (dir.), *Les bibliothèques dans les mutations territoriales*, Éditions du Cercle de la librairie, 2019, p. 27-42.
75. Enjeux et impacts des finances locales sur la pertinence du partage de la compétence tourisme »*, in SPINDLER (J.), FABRY (N.), (dir.), *Le tourisme : un domaine de compétence partagé*, L'Harmattan, 2018, p. 57-76.
76. « La taxe d'habitation », *Collectivités locales, Encyclopédie juridique Dalloz*, 2017, 3^e édition, n° 7830, p. 1-39
77. « L'apport doctrinal du professeur Marcou au droit comparé des collectivités territoriales en Europe », in PERROUD (T.), (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Gérard Marcou*, Institut de recherche juridique de la Sorbonne, décembre 2017, p. 403-413.
78. Rédaction de deux notices : « budget » et « contrôle de gestion », in KADA (N.), PASQUIER (R.), COURTECUISSÉ (C.), AUBELLE (V.), (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, Éditions Berger-Levrault, 2017, p. 115-119 et p. 310-312.
79. « Les interactions entre la recomposition territoriale et l'adaptation des finances locales »*, in STECKEL-ASSOUÈRE (M.-Ch.), (dir.), *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, L'Harmattan, 2016, p. 77-97.
80. « Les relations de cohabitation consensuelle et conflictuelle entre les nouvelles grandes régions et les communautés d'agglomération », in NEMERY (J.-C.), (dir.), *Quelle organisation pour les grandes régions en France et en Europe ?* L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2015, p.171-177.
81. « Le tabou de l'autonomie financière locale : Le consensus autour d'un abus de langage », in KADA (N.), (dir.), *Les tabous de la décentralisation*, Éditions Berger-Levrault, 2015, p. 327-343.
82. « Le Conseil constitutionnel aux prises des dernières alternances présidentielles et législatives », in BIOY (X.), CABANIS (A.), (dir.), *Le pouvoir, mythes et réalité, Mélanges en hommage à Henry Roussillon*, Tome II, Presses de l'Université Toulouse I Capitole, 2014, p. 1115-1125.
83. « *Quid* de la construction d'un modèle d'intercommunalité intégrée sous pressions financières ? »*, in STECKEL-ASSOUÈRE (M.-Ch.), (dir.), *Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité*, L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2014, p. 97-114.
84. Rédaction de douze notices : « Audit, efficacité, efficience, gestion des ressources humaines, management, modernisation, modernisation de l'action publique, performance, pilotage, qualité, rentabilité et révision générale des politiques publiques », in KADA (N.), MATHIEU (M.), (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Presses universitaires de Grenoble, coll. CERDHAP, 2014, p. 41-42, 182-185, 244-245, 309-310, 328-330, 372-373, 376-377, 407-408, 431-432 et 442-443.
85. « L'histoire des chambres régionales des comptes de 1982 à 2012 : Chronique de contrôleurs contrôlés », in CARLES (J.), GUIGNARD (D.), REGOURD (S.), (dir.), *La décentralisation 30 ans après*, LGDJ, coll. Travaux de l'Institut fédératif de recherche en droit, 2013, p. 117-129.
86. « Le bloc communal : pivot fragile de la démocratie de proximité et de l'autonomie financière »*, in CHICOT (P.-Y.), (dir.), *Décentralisation de proximité : la territorialisation de l'action*, Dalloz, « Thèmes et commentaires », 2013, p. 111-130.
87. « L'adaptation des règles budgétaires et financières de l'Union européenne : D'une flexibilité incertaine des principes à une certaine responsabilité des acteurs », in BLANQUET (M.), DUSSART (V.), DE GROVE VALDEYRON (N.), (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Joël Molinier*, LGDJ, 2012, p. 633-645.
88. « L'autonomie financière locale altérée »*, in REGOURD (S.), CARLES (J.), GUIGNARD (D.), (dir.), *Réformes et mutations des collectivités territoriales*, L'Harmattan, coll. GRALE, 2012, p. 187-205.
89. « L'État et la réforme financière des collectivités territoriales : l'autonomie financière dans tous ses états »*, in KADA (N.), (dir.), *De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Presses Universitaires de Grenoble, 2011, p. 51-61.
90. « Le développement du contrôle interne de gestion et de la démarche locale de performance rend-il inutiles certains contrôles de l'État ? »* avec David CARASSUS, in HASTINGS-MARCHADIER (A.), (dir.), *La performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales*, LGDJ, coll. Décentralisation et Développement local, 2011, p. 235-249.

91. « L'euthanasie en Europe »*, in REDH, *Technique et droits humains*, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2011, p. 189-199.

Directions d'ouvrages :

92. *La résurrection des villes face à la Covid-19 : les opportunités de la revitalisation et la régénération urbaines*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, mars 2021, 265 p. (Publié en coréen en 2023)

93. *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, Actes du colloque de Limoges, préface de Jean-Marie Pontier, L'Harmattan, 2016, 310 p.

94. *Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité*, Actes du colloque international de Lorraine, préface de Gérard Marcou, L'Harmattan, coll. GRALE- CNRS, 2014, 487 p.

- 10 interviews scientifiques publiés

95. Interview par Yannick Campo, « Il faut intégrer davantage les spécificités locales », *Le Petit Bastiais*, 25-31/05/2020, p. 3 et 11

96. Interview par Coralie Donas, « Contrat de finances », *La lettre du cadre territorial*, 27/03/2020 <http://www.lettreducadre.fr/19706/contrat-de-finances-%E2%80%AFon-rapproche-la-gestion-publique-locale-des-regles-des-entreprises%E2%80%AF/>

97. Tribune « Jusqu'où pousser la différenciation territoriale ? », *Acteurs publics*, 4/12/2019 <https://www.acteurspublics.fr/articles/marie-christine-steckel-assouere-jusquou-pousser-la-differenciation-territoriale>

98. Interview par Bastien SCORDIA, « Ce couple régions/intercommunalités qui doit faire ses preuves », *Acteurs publics*, 4/10/2018, <https://www.acteurspublics.com/2018/10/03/ce-couple-regions-intercommunalites-qui-doit-faire-ses-preuves>

99. Interview par Félicité de MAUPEOU, « Le département en sursis », *L'abécédaire des institutions*, Hors-série : Réforme territoriale. La France XXL, juillet-août 2016, p. 20 et <http://www.labecedaire.fr/cahiers.php>

100. Interview par Pierre CHEMINADE, « Encadrement de la dépense des collectivités : l'exception française ! », *La Gazette des communes*, 11/04/2016, <http://www.lagazettedescommunes.com/436654/encadrement-de-la-dépense-des-collectivites-lexception-francaise/>

101. Interview par Pablo AIQUEL, "Intercos XXL : les nouveaux périmètres, à quel prix ?", *Courrier des Maires*, janvier 2016.

102. Interview par Camille PONS, « Réforme territoriale : un surcoût lié à des structures créées pour assurer de la cohérence », *Touteduc*, 10/08/2015.

103. Interview par Sandrine TROUVELOT, « Millefeuille territorial, c'est encore pire qu'on ne l'imagine », *Magazine Capital*, juin 2014, n°273, p. 90-92.

Emissions de télévision et de radio :

104. Émission de télévision sur l'intercommunalité : « Invitée de Grand Paris, face à Jérôme Guedj, avec Caroline Brun », **BFM BUSINESS**, 24 mai 2014 : Vidéo accessible en cliquant sur le lien suivant en rouge <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/live-video/>

105. Émission de radio sur la réforme territoriale : « Le journal de 8h », **FRANCE CULTURE**, 12 mai 2014 : Enregistrement audio accessible en cliquant sur le lien suivant en rouge <http://www.franceculture.fr/emission-journal-de-8h-journal-de-8h-2014-05-12>

106. Émission de télévision sur la parité, « Les droits des femmes », **TLT Télé Toulouse**, 5 mars 2002

107. Interview par Lucie ALEXANDRE, "Charte européenne de l'autonomie locale : les jacobins font de la résistance", *Gazette des communes*, 5/04/2019

Rapporteur dans des 9 jurys de soutenance de thèse :

- Alsény TRAORÉ, *La lutte contre la corruption et les droits de l'homme : approche comparative des cas guinéen, français et camerounais*, Université Côte d'Azur, 27 juin 2023 ;

- Manès LOUIS JEUNE, *La paradiplomatie dans le droit de l'action publique internationale des collectivités infra-étatiques : exemple de la Caraïbe*, Université des Antilles, 4 juillet 2017 ;

- Mounia SLIGHOUA, *Les droits des femmes dans les pays du printemps arabe : Maroc, Tunisie, Égypte*, présidente du jury, Université de Toulouse I Capitole, 12 juillet 2016 ;

- Khanuengnit SAE-HENG, *L'évolution du régime parlementaire en Thaïlande*, Université de Toulouse I Capitole, 20 janvier 2016 ;
- Sylvain-Ulrich OBAME, *La décentralisation au Gabon*, Université de Grenoble, 8 janvier 2016 ;
- Lionel PASCAL, *La privatisation des missions douanières en République Centrafricaine*, Université Bordeaux IV, 10 juillet 2014 ;
- Boureima SAVADOGO, *Le traitement fiscal des revenus étrangers en droit français et belge*, Université Bordeaux IV, 21 décembre 2012 ;
- Chantal NGO TONG, *La coopération décentralisée*, Université de Nantes, 26 juin 2012 ;
- Worapol CHIMPETCH, *Les mesures juridiques d'encouragement des investissements étrangers en Thaïlande*, Université Toulouse I Capitole 08 juillet 2010.

- Cours :

Enseignements au sein de l'université de rattachement

FORMATION ET LIEU	NIVEAU	MATIÈRE	NATURE	EFFECTIFS	PÉRIODE ET VOLUME ANNUEL
Formation initiale présente à l'Université de Limoges	M2 Gestion patrimoniale des conflits familiaux	Fiscalité des particuliers et traitement des ruptures	Séminaire	20 ~	2012 à 2014 (17h)
	L3 Droit	Libertés publiques Droits fondamentaux*	CM avec TD	45 ~	2005-2024 (24h)
	L2 Droit	Droit budgétaire	CM	90 ~	2012 à 2024 (24h)
	L2 Droit	Institutions administratives	CM	90 ~	2012-2024 (24h)
	L1 Droit	Droit constitutionnel (Théorie générale)*	CM avec TD	120 ~	2002-2024 (36h)
	L1 Droit	Droit constitutionnel (Vème République)*	CM avec TD	120 ~	2002-2024 (36h)
	L2 AES	Droit fiscal	CM	90 ~	2002 à 2004 (24h)
	DEUST I	Droit budgétaire	CM	25 ~	2002 à 2004 (36h)

Enseignements au sein d'autres établissements universitaires ou d'organismes de formation

FORMATION	LIEU	NIVEAU	MATIÈRE	NATURE	EFFECTIFS	PÉRIODE ET VOLUME
Formation initiale présente	INSP	Délégation camerounaise	La décentralisation en France	Séminaire	20 ~	(3h00) le 27/02/2024
	INSP	Délégation camerounaise	La déconcentration en France	Séminaire	20 ~	(2h30) le 16/03/2022
	Université de Pau et des pays de l'Adour	M2 Administration des collectivités territoriales	Droit budgétaire et fiscalité des collectivités territoriales	Séminaire	20 ~	2004 à 2009 (30h)
	IAE de Pau	M2 Management des collectivités territoriales	LOLF et collectivités territoriales	Séminaire	15 ~	2004 à 2006 (20h)

	Université de Pau et des pays de l'Adour	M1 Droit public général	Finances publiques de l'Union européenne	Cours magistral (CM)	20 ~	2004 à 2006 (20h)
	IAE Pau	M1 Management des collectivités locales	Fiscalité locale	Séminaire avec TD	15 ~	2007 à 2012 (28h)
	IAE Pau	M1 Management des collectivités locales	Autonomie locale en Aquitaine	Projet tutoré	15 ~	2010 à 2011 (12h)
	IEP Toulouse	2 ^{ème} année	Autonomie locale en Midi-Pyrénées	Projet tutoré	40 ~	2010 à 2011 (60h)
	Université Toulouse I	L2 Droit	Droit budgétaire	TD	25 ~	2001 à 2002 (15h)
	Université Toulouse I	L1 Droit	Droit constitutionnel	TD	35 ~	1996 à 2002 (45h)
Formation continue en distanciel	Gazette des communes	Élus locaux et fonctionnaires territoriaux	Loi 3Ds	Webinaire Formations gratuites	300 ~	15/02/2022
Formation continue présentielle	CNFPT	Directeurs généraux des services	Apports de la loi NOTRe	Conférence débat	50 ~	23/11/2015 (3h)
	IEP Toulouse	Préparation à l'ENA Concours interne et 3 ^e concours	Droit public général	Élaboration des sujets et correction	30 ~	2010 à 2011 (12h)
	CRFPA Pau	Étudiants avocats	Finances publiques	Actualisation	15 ~	2004 à 2009 (10h)
	Université de Pau	Attachés et rédacteurs territoriaux	Introduction à la fiscalité locale	Initiation	20 ~	2006 à 2007 (12h)